

"Les États-Unis vont-ils déclencher une guerre commerciale contre la Communauté ?" dans Le Figaro (22 juin 1971)

Légende: Le 22 juin 1971, le quotidien français Le Figaro examine les récriminations des agriculteurs et des responsables politiques américains à l'encontre des principes de la Politique agricole commune (PAC) européenne.

Source: Le Figaro. 22.06.1971, n° 8 325; 145e année. Paris: Le Figaro. "Les États-Unis vont-ils déclencher une guerre commerciale contre la Communauté ?", auteur:Domenge, Jean , p. 30.

Copyright: (c) Le Figaro

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_etats_unis_vont_ils_declencher_une_guerre_commerciale_contre_la_communaute_dans_le_figaro_22_juin_1971-fr-e665c3e1-9898-46a8-8513-9b3349397374.html

Date de dernière mise à jour: 16/03/2015

Les quatre millions de fermiers américains réclament des mesures protectionnistes contre les quatorze millions d'agriculteurs de l'Europe verte

Les États-Unis vont-ils déclencher une guerre commerciale contre la Communauté ?

Sans accord mondial, nous l'avons souvent dit, il n'y a pas de solution au problème agricole. En 1964, la Communauté européenne avait proposé d'inclure tous les produits agricoles dans la négociation Kennedy mais les Etats-Unis avaient refusé. Depuis, tous les pays industrialisés ont renforcé la protection de leur agriculture en même temps qu'ils accroissaient les subventions aux exportations agricoles et alimentaires. A la veille de l'élargissement de la Communauté, les Etats-Unis s'inquiètent du développement de sa puissance commerciale. D'autant plus que l'inflation, à laquelle ils ne sont pas habitués, provoque des tensions qui s'ajoutent aux difficultés qui les assaillent. La plus puissante nation du monde a des conceptions bien arrêtées sur les bienfaits du commerce mondial. « Le congrès et les électeurs sont fatigués des problèmes agricoles », a écrit M. Houthakker, l'un des conseillers du président Nixon.

Pourtant, il n'y a plus que quatre millions d'agriculteurs aux Etats-Unis alors que l'on en compte encore quatorze millions dans la Communauté. Il ne s'agit donc plus d'un problème économique mais social. Y aura-t-il malgré tout une guerre commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis ?

« Nos sénateurs ne disent plus que notre pays est partisan du libre-échange ; maintenant ils affirment officiellement qu'il est pour le protectionnisme », nous a déclaré M. Houthakker. C'est un fait, le protectionnisme gagne du terrain outre-Atlantique parmi les parlementaires dont quelque 35 % siègent au titre des régions agricoles alors que la population agricole ne représente plus que 5 % de la population active. Et les attaques se multiplient contre la Communauté qui est accusée de provoquer le déficit de la balance commerciale américaine. Le gouvernement Nixon affirme pourtant qu'il a besoin d'un interlocuteur pouvant parler au nom des six pays. « Mais il est très difficile de négocier avec la commission qui a de moins en moins de pouvoirs », nous a dit encore M. Houthakker qui, préoccupé des difficultés actuelles de la Communauté, affirme : « Elle n'est pas en état de mener des négociations sérieuses en ce moment. »

La position américaine est contradictoire et les divers interlocuteurs gouvernementaux que nous avons rencontrés le reconnaissent... avec plus ou moins de bonne grâce. Ils affirment vouloir une Europe unie politiquement « dans le but de prévenir une nouvelle guerre » et ils énumèrent tous les efforts déployés dans cette optique par leur pays depuis le plan Marshall. C'est dans ce but qu'ils approuvent l'élargissement de la Communauté en espérant qu'il ne provoquera pas de « dégâts économiques. » Or, ils estiment que les accords préférentiels qui se multiplient entre la C.E.E. et certains pays comme Israël, l'Espagne ou la Suède, sont des exemples de ces « dégâts ». Mais si ces accords économiques étaient assortis de clauses politiques ? « Ce serait bien, nous répond M. Houthakker, si l'Egypte et Israël acceptaient une clause mettant fin à leur conflit. »

Parmi les réalisations commerciales des Six vigoureusement attaquées, il y a surtout la politique agricole commune, notamment accusée d'avoir, l'an dernier, fait perdre plus de quatre millions de dollars aux producteurs d'agrumes. « La politique agricole commune évolue », reconnaît pourtant M. Houthakker qui estime qu'il faudra encore dix ans pour qu'elle soit adaptée aux réalités, c'est-à-dire qu'elle corresponde à ses propres conceptions.

Il quittera d'ailleurs le gouvernement avant de voir celles-ci se réaliser puisqu'il doit reprendre prochainement ses fonctions de professeur à Harvard. Mais dans son pays elles influencent déjà la nouvelle politique agricole arrêtée en novembre dernier pour trois ans.

« Nous sommes pour des prix réalistes », nous a dit encore M. Houthakker. Il estime que la spécialisation actuelle des pays est due au prix trop élevé de leurs produits. Selon lui, si le cuivre avait été moins cher, le Chili aurait diversifié ses productions et par conséquent ses sources de revenu et aurait donc moins dépendu des sociétés américaines. Comme exemple agricole, il cite le sucre importé ou produit aux Etats-Unis. Pour lui, « les prix de dumping ne sont pas malhonnêtes ». Ils correspondent au marché alors que les prix élevés

stimulent la production et provoquent des excédents. Seules les subventions directes sont susceptibles d'assurer un revenu correct aux agriculteurs sans accroître les surplus, estime-t-il.

Nous voulons poursuivre le dialogue

M. Palmby, le numéro deux du ministère de l'Agriculture qui se déclare moins théoricien que M. Houthakker tout en reconnaissant être à son poste pour défendre la position des agriculteurs, est plus précis. Bien que ne voulant pas critiquer la politique agricole commune (« *je ne connais pas toutes les réponses aux problèmes posés* »), il rappelle que « *les prix trop élevés des céréales ont empêché les producteurs européens de se lancer dans l'élevage* ». Ainsi, selon lui, la France aurait tout à gagner à être confrontée à la concurrence internationale. « *Ce sont les pays qui ont à se défendre contre la compétition extérieure qui évoluent le plus* », affirme-t-il.

« *Le protectionnisme se nourrit de lui-même* », dit-il encore en expliquant que chaque fois que les prélèvements, ces taxes qui élèvent les prix des produits agricoles importés par les Six au niveau communautaire, ont augmenté, les agriculteurs américains se sont révoltés. Pour lui, tous les pays industrialisés devraient être plus libéraux pour les produits agricoles facilement transportables et il prend comme exemple le Japon dont le nom revient constamment dans toutes les conversations aux Etats-Unis. « *Il ne peut continuer à faire son expansion globale sans libéraliser sa politique agricole* ». M. Palmby explique franchement la position de son pays : deux secteurs sont particulièrement compétitifs, la production agricole et l'industrie des ordinateurs et de l'aéronautique lourde. Ils devraient, par conséquent, être développés puisque les autres secteurs, notamment celui des téléviseurs, sont mal placés.

Il était donc tentant de faire remarquer à M. Palmby que son pays cherchait à faire payer par l'Europe le déficit de ses échanges commerciaux avec le Japon. Sa réponse est riche d'enseignement : « *La Communauté, elle, exporte bien vers les pays de l'Est...* »

Alors, jusqu'où ont-ils l'intention d'aller dans ce conflit commercial ? « *Nous voulons poursuivre le dialogue* » affirme M. Palmby qui estime indispensable d'améliorer le traité du G.A.T.T. Si rien n'est fait, le monde va, selon lui, s'organiser en blocs alors qu'il est nécessaire de développer un commerce global basé sur la clause de la nation la plus favorisée. Aussi prévoit-il l'ouverture prochaine d'un grand débat. Mais, est-ce la peine alors que le ton monte déjà ? Là encore, M. Palmby est franc : « *Quand nous faisons des déclarations violentes, et j'en suis l'un des auteurs, c'est que nous voyons apparaître le danger du protectionnisme. Il vaut mieux exposer les problèmes plutôt que d'être acculé à réduire les échanges.* » En fait la violence verbale semble plutôt destinée aux « *farmers* ». « *Nos producteurs doivent aussi être disciplinés. Nous avons besoin d'aide pour leur faire comprendre.* »

La difficulté ne devrait pourtant pas être très grande si les responsables et la presse des Etats-Unis ne faisaient pas surtout état des griefs de leur pays envers la Communauté. Ils pourraient exposer moins brièvement la position de cette dernière et rappeler qu'elle est le premier importateur en achetant près de 25 % des exportations agricoles américaines dites commerciales, c'est-à-dire ne faisant pas partie du programme d'aide alimentaire aux pays en voie de développement. Ces exportations ont approché 1,6 milliard de dollars l'an dernier (50 % de plus qu'en 1960) sur un total de 6,7 milliards. Leur répartition s'est toutefois modifiée, les ventes de céréales ayant régressé et celles de soja s'étant fortement accrues. M. Palmby c'est « *M. Soja* » aux U.S.A. C'est lui qui a décidé de baisser le prix de ce produit, provoquant ainsi un véritable « *boom* » des exportations. Alors, a-t-il mauvaise conscience après cette décision qui a réduit les ventes d'arachide de certains pays africains et mettant leur économie en difficulté ? *Non*, répond-il, *le prix du soja a tendance à monter et je prévois qu'il va continuer.* » Il explique que la demande d'huile végétale et de tourteaux s'accroît et qu'il y a donc des possibilités de développer la production « *efficace* » de soja et d'arachide.

Parmi les importations effectuées par les Etats-Unis, dont le total atteint 5,8 milliards de dollars, les produits à base de viande entrent pour 1,5 milliard. « *Nous sommes le plus grand importateur mondial de viandes de bœuf et de mouton sur lesquelles il n'y a pratiquement pas de droit de douane* », souligne M. Palmby qui reconnaît toutefois que les pays exportateurs s'imposent des quotas plus ou moins volontaires. Ce

« volontariat » n'est en fait qu'une clause de style qui masque quelquefois des raisons politiques. Selon M. Palmby, ces importations rendent service à la Communauté Européenne et au Japon qui, sans elles, devraient accroître leurs achats en Nouvelle-Zélande et en Australie... Après ces mises au point, il devenait intéressant de demander au numéro deux de l'Agriculture américaine si son pays comptait élever de nouveaux obstacles à ses importations européennes et notamment françaises. Il nous a affirmé qu'il n'en était pas question. Ce qui, à Washington, a rassuré aussi bien les services de la Communauté que ceux de l'ambassade de France et de « Foods From France » qui tous ont affaire à forte partie... ce qui n'empêche pas nos exportations agricoles de progresser.

Jean Domenge.